

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

COMMUNE DE SALON DE PROVENCE

Parc d'Activités de la Crau

Propriété cadastrée Section DL n° 252

B

A

Indice

Désignation des modifications éventuelles

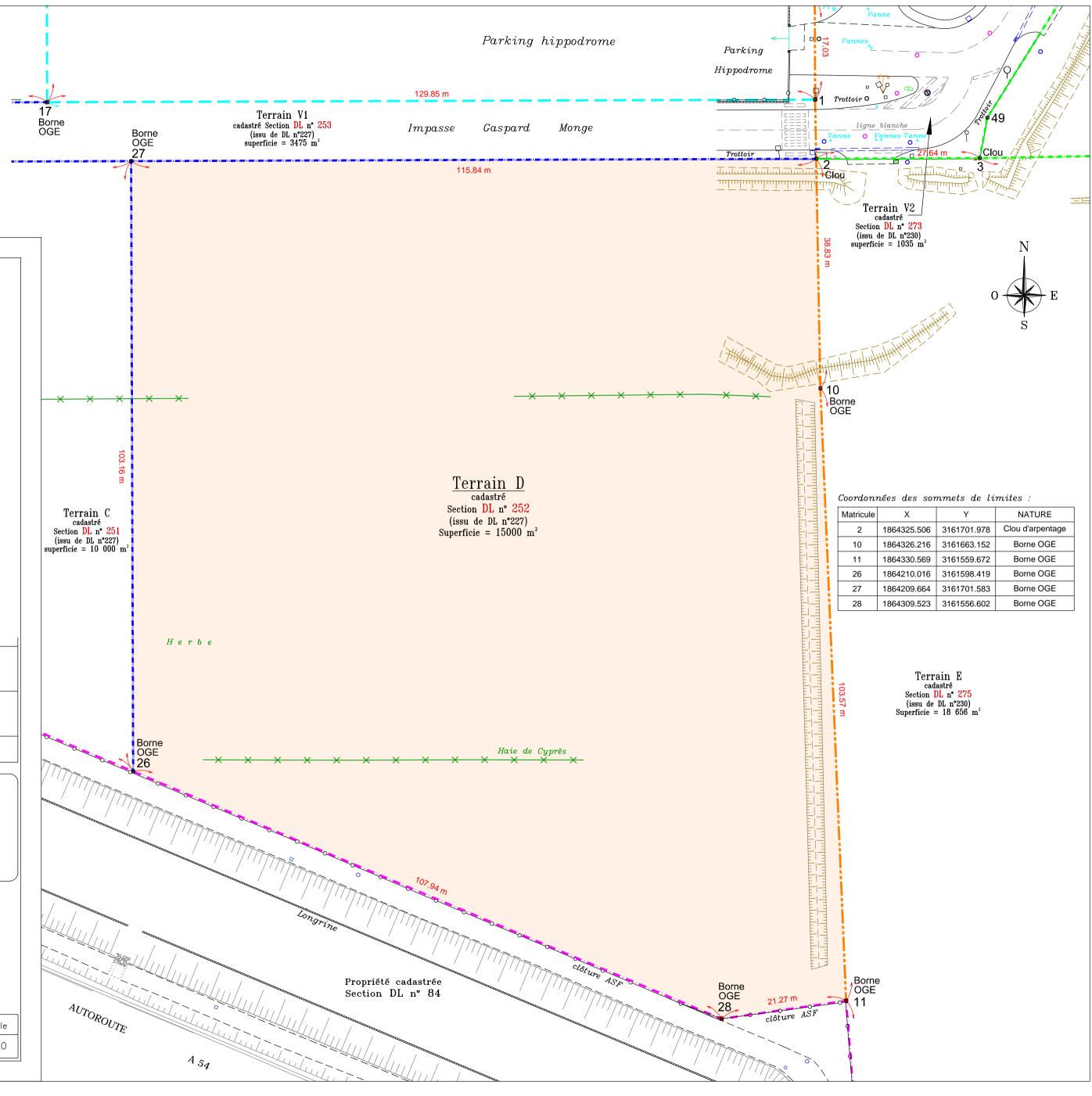
GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR
W W W . e n j a l b e r t . f r

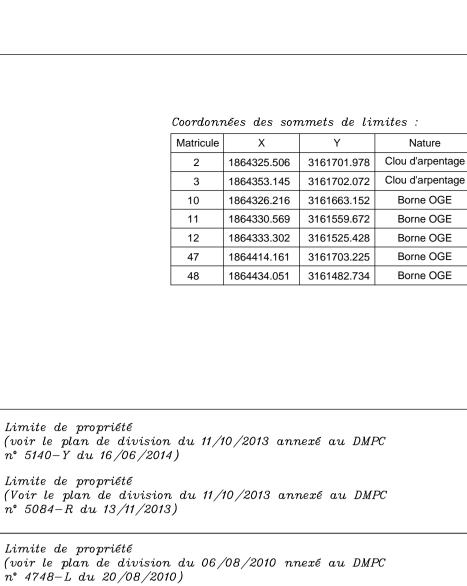
Cabinet ENJALBERT
Géomètre Expert
geometre-expert@enjalbert.fr
440, Chemin des Barettes
13 300 - SALON DE PROVENCE
Tél: 04.90.53.06.10 / 06.82.06.96.27

PLAN DE BORNAGE

du Terrain D

Date	Dossiers n°	Coordonnées	Nivellement	Référence cadastrale	Echelle
31 10 2016	3572	RGF - CC44	/	Section DL n° 252	1/500





Concessionnaire : Société des Autoroutes du Sud de la France (A.S.F.)

DEPARTEMENT DES BOUCHES RHONE DU

Limite avec le Domaine Public Autoroutier

Limite de propriété

(Voir Procès-Verbal de Bornage Amiable du 04/04/2008)

(Voir Procès-Verbal de Bornage Amiable du 04/04/2008)

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

COMMUNE SALON DE PROVENCE DE

Parc d'Activités de la Crau

Propriété cadastrée Section DL n° 275

Indice Désignation des modifications éventuelles



www.enjalbert.fr

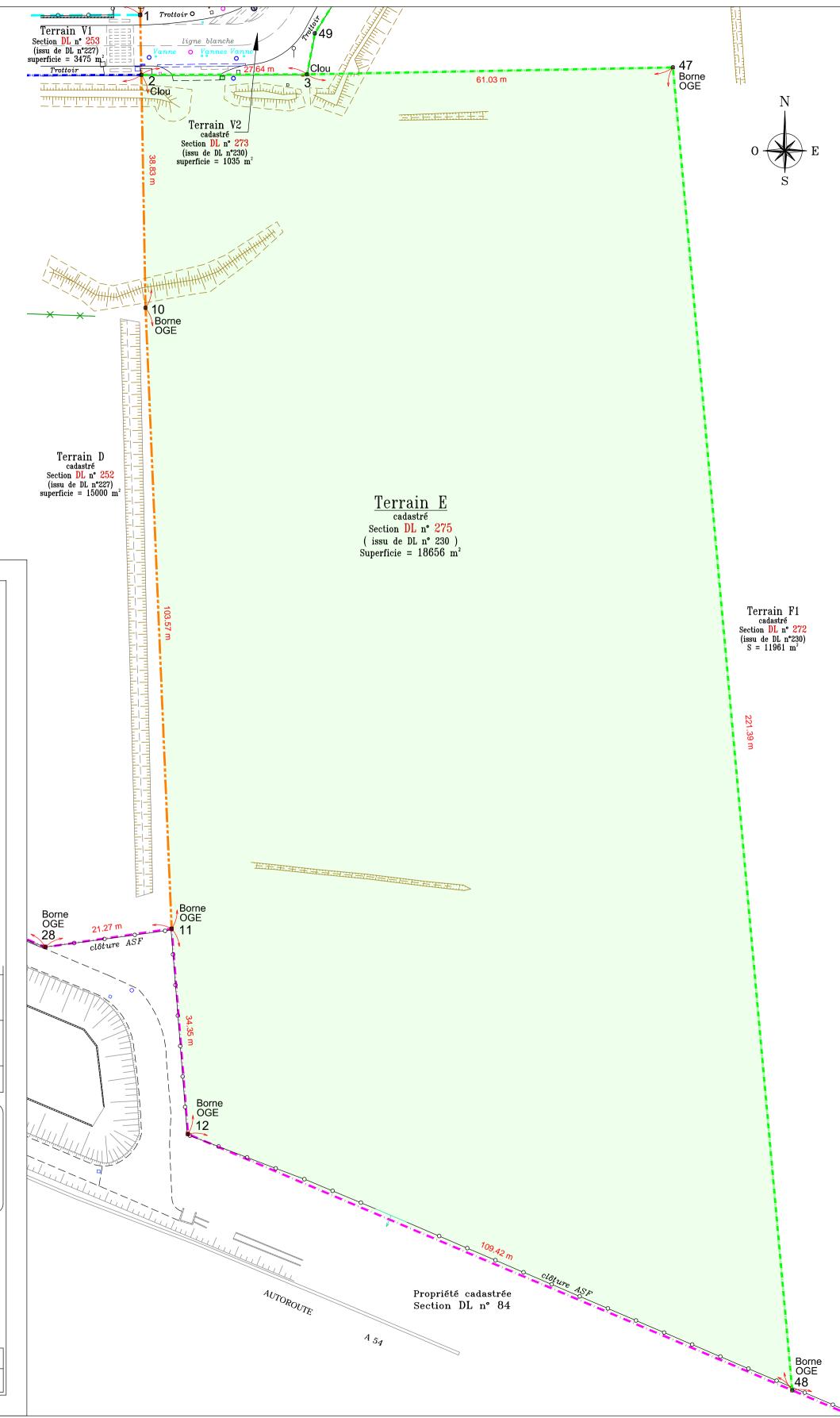
Légende :

Cabinet ENJALBERT Géomètre Expert geometre-expert@enjalbert.fr 440, Chemin des Barettes 13 300 - SALON DE PROVENCE Tél: 04.90.53.06.10 / 06.82.06.96.27

PLAN DE BORNAGE

du Terrain E

Date	Dossiers n°	Coordonnées	Nivellement	Référence cadastrale	Echelle
31 10 2016	3572	RGF — CC44	/	Section DL n° 275	1/500







DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES

DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ET DU

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

Pôle Gestion Publique

Division France Domaine

SERVICE EVALUATION

16 rue Borde

13357 MARSEILLE CEDEX 20

Téléphone : 04 91 17 91 17

drfip13@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE:

Affaire suivie par : Marie-Louise COROMINAS

Téléphone : 04 42 37 54 32 Télécopie : 04 42 37 54 08

drfip13.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Réf : avis N° 2016-103V2260 rattaché au

2013-103V2720

Métropole Aix-Marseille Provence Service Economique 58, Bd Charles Livon 13007 MARSEILLE

DOMAINE

CESSIONS D'IMMEUBLES OU DE DROITS REELS IMMOBILIERS

art. L 311-8 du code des communes art. 56 et 60 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 art. 7-1 de la Loi 72-619 du 5 juillet 1972 art. L 451-5 du code de la construction et de l'habitation

1. Service consultant:

la Métropole Aix-Marseille Provence

2. Date de la consultation :

le 22/09/2016

Dossier reçu

le 28/09/2016

Référence - Dossier :

CT 3 - SC/NM/CC/GY n° 122-16

Affaire suivie par Chloe CAKIR.

3. Situation du bien :

Commune: SALON de PROVENCE

Adresse ou lieu-dit: « Crau Sud-Ouest »

Références cadastrales : Section DL n° 252 et 230

Superficie: 1ha 50a 00ca et 1ha 86a 56ca respectivement.

4. Description sommaire:

Dans le Parc d'activités de la Crau, parcelles accessibles par la Rue Nicolas Joseph Cugnot, situées au Sud de l'hippodrome et en bordure de l'autoroute A54, et viabilisées

5. Urbanisme:

PLU

Zone UE2

Usage:

Activités économiques à dominante non commerciale

Surface minimale:

Non réglementée

Emprise au sol:

60 %

Hauteur maximale:

12m

COS:

Non réglementé

6. Situation locative: Libre de toute location ou occupation.

7. Conditions de vente :

Cession amiable à titre onéreux sur la base de 38 €/m²

8. Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

La valeur vénale actuelle des immeubles à céder, présumés libres de toute location ou occupation est de l'ordre de 1 279 000 € H. T. (UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE EUROS HORS TAXES).

9. Durée de validité de l'avis :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

10. Observations particulières:

Indications sur la présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme (non fournies).

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire (s) concerné (s).

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

A Aix-en-Provence, le 17 octobre 2016

Pour l'Administrateur Général des Finances Publiques, Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, et par délégation,

> Philippe ROUANET Inspecteur Divisionnaire des Finances publiques